COMPTE-RENDU SYNTHÉTIQUE
RÉUNION PLÉNIÈRE

CONSEIL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES POUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL (CCTDC)
17 JUILLET 2014 À AVIGNON (PRÉFECTURE)

Liste des présents :

Aurélie Filippetti, Ministre de la culture et de la communication

Pour l'AMRF, M. Vanick Berberian

Pour l'ADCF et l'AMGVF, M. Olivier Bianchi accompagné de M. Atte Oksanen (ADCF) et David Constans-Martigny (AMGVF)

Pour l'ARF, M. Jean-Jacques Queyranne et Mme Karine Gloanec-Maurin accompagnés de Mme Claire Bernard

Pour l'ADF, M. Claudy Lebreton et M. Emmanuel Constant accompagnés de Mme Catherine Bertin

Pour Villes de France, M. Frédéric Leturque accompagné de Mme Elisabeth Coquaz-Garoudet

Pour la FNCC, M. Florian Salazar-Martin, M. Philippe Laurent et Mme Deborah Müntzer accompagnés de M. Vincent Reuillon, Mme Nicole Dazy

Pour le ministère de la culture et de la communication,

Martin Adjari, directeur du cabinet de la ministre de la culture et de la communication, Alexandre Tiphagne, chef du cabinet, Robert Lacombe, conseiller spécial, Corinne Poulain, conseillère en charge de l'éducation artistique et culturelle et des Territoires, Arthur Toscan du Plantier, conseiller pour la communication et les relations avec la presse

Jean-François Collin, secrétaire général, Vincent Berjot, directeur général des patrimoines, Michel Orier, directeur général de la création artistique accompagné de Patricia Landour et Sylvie Midali, Xavier North, délégué général à la langue française et aux langues de France accompagné de Laurella Rinçon.

Véronique Chatenay-Dolto, DRAC Ile-de-France, Marie-Christiane De La Conté, DRAC Nord-Pas-de-Calais et Anne Mistler, DRAC Guadeloupe

Antoine-Laurent Figuière, chef du département de l'action territoriale, Jérémy Giglione, chef adjoint et Valérie Pétilion-Boisselier, chargée de mission.

Après les propos liminaires de la ministre, **la Fédération Nationale des collectivités territoriales pour la Culture (FNCC)** a lu la déclaration commune (*in extenso* en annexe) des associations d'élus.

Vanik Berberian de **l'Association des maires ruraux de France (AMRF)** indique que si le conseil

général disparaît, la culture disparaîtra dans les zones rurales, le maillage resserré étant indispensable pour les communes rurales, les régions pouvant parfois considérer que les activités qui y sont déployées relèvent d'un intérêt local plus que régional.

La ministre, en évoquant son statut d'élue locale, rappelle que

- depuis deux ans, et dans un contexte général de baisse des crédits, le budget des DRAC a été préservé et l'annonce de la sanctuarisation du budget sur trois ans est un réel engagement de la part de l'État à maintenir ses efforts sur l'ensemble du territoire, notamment dans les territoires ruraux.
- les réformes en cours n'empêcheront pas de co-construire des politiques culturelles et doivent représenter l'opportunité de mieux travailler ensemble.

Pour l'**Association des Régions de France (ARF)**, Jean-Jacques Queyranne informe la ministre qu'un texte va lui être prochainement remis (en annexe) dans lequel l'ARF souligne qu'un pacte pour la culture entre l'État, les collectivités territoriales et les professionnels est nécessaire pour refonder l'action publique en matière culturelle.

Ce pacte doit, toujours selon Jean-Jacques Queyranne, traiter prioritairement de la question des compétences. L'ARF considère que la fin de la compétence générale est une erreur. De plus, dans le projet de loi relatif à l'organisation territoriale de la République, la culture est renvoyée en fin de texte en tant que domaine partagé comme les sports et le tourisme, renvoyant la culture à une compétence accessoire. L'ARF souhaite l'affirmation d'une politique forte et que la compétence culture soit une compétence partagée et obligatoire, notamment pour les régions. Ce pacte doit également traiter de l'organisation de l'État, notamment vis-à-vis des opérateurs nationaux – CNC, CNL - sur les industries culturelles et créatives alors que la région a la compétence de développement économique. Il faut cesser d'expérimenter pour désormais créer les conditions d'un nouveau partenariat en fonction des régions. Le conseil régional pourrait dans cette perspective devenir un pôle de référence en matière culturelle et les DRAC seraient appelées à faire évoluer leurs missions.

La création des grandes régions doit s'accompagner de compétences culturelles fortes à la faveur de ces nouvelles régions qui auront à construire les identités territoriales.

Enfin, l'ARF indique son attachement à une loi sur la création à part entière qui aborde la question des régimes sociaux et économiques des artistes et de leur place dans la société.

La ministre précise que le projet de loi sur la création aborde les points cités et rappelle que l'indépendance artistique repose sur les financements croisés. L'inscription actuelle de la culture comme compétence partagée dans le projet de loi est un engagement politique fort et une garantie pour l'indépendance artistique qu'il ne faut pas affaiblir par une compétence obligatoire pour une collectivité territoriale qui pourrait au contraire être le prétexte au désengagement des autres.

L'ARF précise qu'elle entend cette compétence obligatoire pour tous les niveaux de collectivités et que cette idée vient du risque du retrait des collectivités territoriales dans le contexte budgétaire et politique actuel.

L'Assemblée des départements de France (ADF), par la voix de son Président Claudy Lebreton, souhaite que l'on remette la politique et la controverse idéologique au cœur du débat. La loi de 1982 en confiant à des assemblées élues les politiques départementales a constitué un tournant majeur. Aujourd'hui, plus aucune politique publique ne se fait sans le partenariat des collectivités. L'enjeu essentiel des réformes à venir n'est pas la taille des régions, mais les missions qui sont confiées aux collectivités territoriales, les moyens dont elles disposent pour les remplir et la place qui leur est donnée dans la construction européenne. L'ADF est opposée au projet actuel mais n'est pas opposée

à la réforme.

Sur la compétence partagée et obligatoire, l'ADF propose d'étudier en termes de droit cette question car l'intervention en matière culturelle n'est pas une compétence au sens strict et l'y limiter vient à l'encontre de ce qui a fait la force des politiques publiques de la culture. Le partenariat fonctionne bien aujourd'hui. En témoigne la situation actuelle qui a permis de dépasser la concentration sur les grandes villes qui marquait encore la France des années 70.

Le président de l'ADF affirme que nous pouvons être fiers du formidable maillage dont nous disposons aujourd'hui. Le partenariat Etat/collectivités territoriales en matière de culture est un modèle et illustre ce que pourrait être une réforme territoriale réussie.

L'État sanctuarise le budget culture et c'est une bonne chose, mais ce n'est pas le cas pour les collectivités territoriales. Il ne faut pas que la culture soit une variable d'ajustement. Aussi, l'objet n'est pas de savoir si la culture est obligatoire ou facultative. La culture doit être une dimension de toutes les politiques territoriales et les collectivités territoriales doivent disposer des moyens pour assumer cette ambition.

Enfin, en plus du contexte de réforme territoriale, la fin du cumul des mandats pour 2017 rend indispensable un lieu de débat entre les ministres et les élus. L'ADF confirme donc son souhait de voir un CCTDC institutionnalisé avec une gouvernance partagée.

La ministre rappelle que la politique culturelle de la France est un cas unique en Europe et dans le monde du fait du volontarisme politique à tous les niveaux. Elle exprime le souhait que les élus s'associent aux groupes de travail sur les intermittents, les collectivités étant des acteurs importants du financement du spectacle vivant. Elle est très favorable à ce que le CCTDC soit renforcé.

Si la culture devenait une compétence obligatoire, la qualité des politiques n'en serait pas pour autant assurée. Or, c'est de cela qu'il s'agit. Ce qui importe est davantage de définir un socle de valeurs communes autour de l'indépendance, de la diversité, de l'éducation artistique et culturelle et de l'équité territoriale.

Pour **Villes de France**, Frédéric Leturque s'exprime en faveur de l'institutionnalisation du CCTDC. Le dialogue instauré est très important. Il faudra en effet être en mesure de rassurer certaines catégories de collectivités, les professionnels et les citoyens. Aujourd'hui, les villes ne peuvent être les seuls « réparateurs » du choix des autres collectivités publiques d'intervenir ou non dans les politiques publiques culturelles. Il demande des précisions sur les engagements financiers de l'État pour accompagner la mise en œuvre des priorités affichées par le Ministère de la culture pour les trois ans à venir, sur ce que la France et les collectivités pouvaient attendre de l'Union Européenne. Enfin, il estime que l'ensemble des réformes sociales et territoriales engagées, en tant que réformes accompagnant le changement social à l'œuvre dans notre pays, méritent d'intégrer le débat culturel que la ministre souhaite engager.

Olivier Bianchi, pour l'**Association des Communautés de France (ADCF)** et l'**Association des maires des grandes villes de France (AMGVF)**, est favorable au débat idéologique prôné par l'ADF. Il rappelle que l'essentiel de la France est périurbaine et que les intercommunalités sont au cœur des problématiques de solidarité entre pôle de centralité et périphérie et exercent une mission de proximité. La reconnaissance de la compétence partagée est un progrès mais il faut surtout un meilleur travail commun entre les collectivités territoriales. Les schémas régionaux co-construits peuvent représenter une piste. En ce qui concerne l'Etat, sa place doit être maintenue, même si une réflexion peut être engagée sur l'évolution du rôle et des missions des DRAC.

Sur la méthode, ADCF et AMGVF sont favorables à un pacte incluant les fédérations des professionnels qui doivent partager les enjeux territoriaux, tout comme à l'institutionnalisation du CCTDC.

Emmanuel Constant rappelle que l'ADF n'est pas demandeuse d'un découpage de la compétence et insiste sur le fait que l'inscription de la compétence obligatoire dans la loi ne sert à rien s'il n'y a pas de moyens. Il rappelle que la décentralisation culturelle s'est faite sans loi, de manière « libérale » et il revendique cet héritage.

La réforme actuelle est mal vécue par les élus qui sont par ailleurs présentés comme défenseurs de leur pré carré alors que c'est bien la question des politiques publiques qui est au cœur du débat et non celle des élus.

Pour la **Fédération Nationale des collectivités territoriales pour la Culture (FNCC)**, son président, Florian Salazar-Martin rappelle que le véritable enjeu est que les politiques culturelles soient transversales à toutes les politiques publiques et ne résument donc pas aux champs du ministère de la Culture. Il ne s'agit donc pas d'une compétence partagée au sens strict mais d'une responsabilité partagée. Si le terme de « pacte » n'emporte pas son adhésion, il y a accord sur le fait qu'il faut rechercher les moyens d'une construction solidaire. Le CCTDC doit être la structure de concertation de référence. Sans rien retirer à la responsabilité de l'État, elle ajouterait à la reconnaissance des collectivités territoriales.

Philippe Laurent, pour la **FNCC**, insiste solennellement sur les conséquences de la baisse des dotations globales de fonctionnement, ayant la conviction malheureuse que cette ponction aura nécessairement un impact lourd sur les budgets culturels.

La ministre rappelle que pour l'État, la difficulté budgétaire est identique. Cependant, elle ne partage pas l'idée selon laquelle la diminution des budgets en faveur de la culture soit le seul choix possible, ce choix restant de la discrétion des élus.

La ministre conclut par les engagements suivants :

- la rédaction et la communication de la synthèse des échanges dans les plus brefs délais ;
- l'organisation d'une journée de débat avec les dirigeants élus des fédérations membres du CCTDC en septembre dans la perspective d'un accord (« pacte ») établissant le périmètre de l'intérêt général et de valeurs communes qui constitue le socle de toute politique culturelle. La question de l'amélioration de notre organisation doit intervenir sur la base de cet accord.
- les moyens de renforcer le rôle du CCTDC
- la réflexion / approfondissement de ce qu'impliquerait la compétence obligatoire accordée à un ou à toutes les catégories de collectivités territoriales au regard de la compétence partagée

* *
*